

Comité Technique Local du 13 janvier 2014

MOTION

Monsieur le Président,

Alors que les plans successifs de suppressions d'emplois (9116 en 4 ans) ont mené les postes et services au bord du gouffre, le projet de loi de Finances 2014, avec 1988 nouvelles suppressions d'emplois va les y précipiter.

Pour la Nouvelle-Calédonie, 3 nouvelles suppressions d'emplois nets de cadre C sont annoncées pour 2014, elles viennent s'ajouter à celles des années passées, 11 depuis 2007. Pire, alors que notre taux d'encadrement est largement inférieur à la métropole, aucune transformation d'emplois de C en B n'est prévue en 2014, ce qui n'augure rien de bon pour les prochaines promotions de C en B et les affectations des lauréats.

Dans le même temps, les services sont toujours autant sollicités et bon nombre de collègues sont dans la souffrance au travail. Le constat est accablant : partout, les collègues témoignent de leur quotidien professionnel qui revient à tenter désespérément d'accomplir dans l'urgence et sans aucune lisibilité leurs missions. Des chefs de poste en sont contraints à envisager une limitation des horaires d'ouvertures au public pour pallier le manque d'effectif !

Et les seules réponses de l'Administration pour pallier à cette désorganisation sans précédent des services ont pour nom : " Démarche stratégique " et " Baromètre social ". Nous ne sommes pas dupes, cette méthode n'a pour objectif que d'adapter les services aux cures d'austérité en cours et à venir et surtout pas d'améliorer les conditions de travail des agents. Il ne s'agit pas de supprimer le mal, mais de traiter le patient pour qu'il apprenne à vivre avec !

Pour les élus FO DGFIP, le seul moyen d'éradiquer le mal, c'est l'arrêt pur et simple des suppressions d'emplois. C'est aussi à vous de convaincre le Directeur Général que nos services ne peuvent plus fonctionner ainsi, et que les agents sont épuisés nerveusement et physiquement. Pour les élus **FO-DGFIP**, ces suppressions d'emplois ne sont pas justifiables et encore moins acceptables !

Les élus **FO-DGFIP** vous ont écrit le 16 octobre 2013 pour vous demander de réunir dès que possible le CTL afin que vous puissiez expliquer aux représentants du personnel les mesures concrètes portant sur l'organisation du travail, les missions et les moyens que vous comptiez prendre pour que les agents puissent continuer à remplir leurs missions dans un contexte qui se dégrade jour après jour, au détriment de leurs conditions de travail.

Devant l'urgence de la situation nous attendons aujourd'hui des réponses de votre part autre qu'une explication de texte pour justifier vos choix sur les suppressions d'emplois.

Si nous siégeons aujourd'hui, face à ce constat accablant, c'est pour dénoncer cette véritable casse des services au détriment de nos missions et de la santé physique et psychologique des agents et nous opposer par notre vote à toutes suppressions d'emplois supplémentaires.

La délégation **FO-DGFIP** Nouvelle-Calédonie.